

NOM: BEN FREDJ MOHAMED MONCEF.
N°: 1500899385256

LE MOUVEMENT

OUVRIER

EN TUNISIE: 2^{eme} partie: la classe
ouvrière tunisienne
entre 1929 → 1938.

1929 - 1938

U.V: Histoire de L'Afrique du NORD aux XIX^e et XX^e siècle

AVEC Mr: PETER VON SIVERS.

Le but de notre exposé est d'analyser la condition ouvrière tunisienne entre les deux guerres, de définir sa structure économique et sociale sa prise de conscience de son existence et le rôle primordial qu'elle a joué dans le mouvement de libération nationale.

La période choisie correspond à la crise économique mondiale qui finit avec la promulgation des grandes lois sociales dont la Tunisie a connue l'application dans les larges secteurs de l'économie de l'époque. Elle correspond aussi au développement des mouvements de contestations aussi bien politiques que syndicaux, mais une telle analyse ne peut se faire sans que ne soit caractérisée une conjoncture économique et une structure de la classe ouvrière. Quel était donc la conjoncture économique de l'époque ?

I La crise économique mondiale et ses répercussions sur l'économie tunisienne de l'époque :

1929 - 1930, le système capitaliste mondial, passe par une crise économique qui va durer plusieurs années et va avoir des répercussions différencier sur tous les pays avec lesquels le monde capitaliste avaient des rapports économiques et politiques. Cette crise a comme des répercussions directes sur la Tunisie provoquant ainsi des changements structurels dans la formation socio-économique tunisienne.

Cette crise s'est traduite sur le marché rural, par une baisse très nette des prix des produits agricoles. Une étude de l'évolution des prix du blé pendant cette période nous donne les chiffres suivants:

ainsi que pour L'orge et la laine ①

ANNEES Indices BLE	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934
ORGUE	100	102	83	74	73	83	64.9	48	58
LAINE	100	84.9	104	90	-	-	37	39	37

ce n'est pas évident.
Un autoconsom-
mateur ne dépend
pas des prix du
marché mondial

Cette crise a touché beaucoup plus les autochtones pour qui la récolte des céréales ^{représente} la plus importante source de vie. C'est ainsi que cette agriculture qui ne peut plus leur garantir un minimum vital les oblige à abandonner la terre en masse.

Un recensement de la population rurale entre 1931 et 1936 nous montre qu'elle est passée de 83% de la population totale à 79% dans la campagne, tandis que la population des villes pour la même période passe de 16% à 20%. Un observateur de l'époque disait: «la situation était en vérité très grave, la famine guettait le bled, des milliers d'indigènes ^{sous-alimentés} fuyaient la sécheresse et gagnaient le Nord du Pays» ②

C'est ainsi que nous remarquons que cette crise mondiale a eu des répercussions结构的 sur la Tunisie. Cet apport ~~de~~ nouveau aux villes en paysans à la recherche du pain est très important dans le mesure où ~~nos~~ il détermine et explique les mouvements sociaux qui vont éclater avec cette nouvelle situation, et cette masse de réserve finira par s'organiser et formuler des revendications qui posaient des problèmes sérieux aux autorités de l'époque, car il changait le paysage urbain, posait le problème agricole en général et pourquoi pas l'ordre colonial. Cette masse de paysans prolétarisés vont être intégré dans le mode de production capitaliste et de par leur nombre vont représenter une main-d'œuvre à bon marché et servirait même comme une arme terrible ~~en~~ utilisée par les patrons pour briser les grèves au moment où le Syndicat n'était pas encore reconnu depuis l'interdiction de la C.G.T.T. en 1924-25

Sur le plan social, cette nouvelle situation s'est traduite par l'insécurité de l'emploi qui est de plus en plus ressentie par les ouvriers et par le précaire de la vie et de la condition ouvrière. Ceci nous ramène à analyser donc les rapports de production existants plus exactement le rapport entre les différents modes de production existants. Car il est clair que des rapports de production non capitalistes continuaient à exister pendant la période coloniale et que par conséquent il s'agit d'éviter de se limiter à analyser le développement du mode de production capitaliste qui a accompagné l'implantation coloniale et d'oublier de voir les caractéristiques des modes de productions pré capitalistes ou non capitalistes existants. C'est donc dans le cadre des rapports entre modes de productions capitalistes et non capitalistes que nous raisonnons. Ces rapports sont en effet multiples bien que la tendance est à la domination d'un mode de production sur l'autre, et ces rapports passent de la destruction à l'alliance.

Quels sont les différents modes de production existants ?

3

II La stratification sociale et les rapports de productions existants :

Une première perspective d'analyse nous est offerte par la classe ouvrière des sociétés capitalistes tel que la Compagnie Fermière des chemins de fer la Société des tramways, la Compagnie des phosphates. Toutes ces sociétés sont dirigées par les capitalistes européens et régies selon des normes de type capitaliste. ↗ introduisant ainsi pour la première fois des notions comme le salaire, ou l'horaine hebdomadaire. La main-d'œuvre occupée dans ces entreprises est prélevé sur le secteur agricole qui répond de moins en moins aux besoins immédiats de cette classe, elle a été intégré au mode de production Capitaliste donc nous

ce sont 2 choses différentes assistons à un phénomène de prolétarisation qui a commencé avec l'implantation coloniale et l'apparition de ces nouvelles entreprises capitalistes. Face à ce prolétariat s'oppose une autre classe qui demeure

liée au mode de production non Capitaliste, nous pensons alors aux artisans des villes et aux travailleurs de l'agriculture traditionnelle - Selon Hermassi, vers les années 20, il y aurait 5000 travailleurs dans la fabrication de la chéchia à Tunis et autant dans la filature de la laine à Tapis, à l'intérieur des communautés de productions nous trouvons les Hâtres, les galfas, les apprentis et l'amine

Dans le secteur agricole, le mode d'exploitation demeure traditionnel

Le petit propriétaire travaille lui-même son petit lopin aidé par une

main-d'œuvre familiale et généralement un Khammès, ou encore

une autre classe plus aisée approprie la terre et ne la travaille pas

Elle la confie à un Khammès, au départ le Khammès est pris en

charge par le propriétaire qui doit lui avancer de quoi subsister

pendant une année en attendant la récolte. Ces avances peuvent

comme il est souvent le cas être à jamais le Khammès au

propriétaire. Le Khammès est défini comme étant un travailleur

de la terre dont l'existence est liée à une production et à un

propriétaire théoriquement. La force de travail louée pour une année

agricole vaut le cinquième de la récolte dont il a, avec sa

famille la responsabilité ↗ Cette proportion est cependant variable

et peut descendre jusqu'au $\frac{1}{11}$ dans certaines régions de l'Algérie.

à côté de cela-ci, et toujours à l'intérieur de ce mode de production

non. Le plus bas que j'ai vu est 4/20

?

Tunisie ?

mon Capitaliste, nous remarquons une multitude de petits métiers comme les Colporteurs, les ambassadeurs, les marchands de quatre saisons etc... qui sont soit des propriétaires d'un lopin soit travaillant pour d'autres. toutes ces corporations constituent dans leurs fonctionnements internes un monde de base, Celleci là même que l'entreprise Capitaliste serait en mesure de l'affronter et de le concurrencer très vite jusqu'à la détruire.

- Le plan législatif quand à lui confirme cette dualité et un mode de production non Capitaliste qui s'oppose à un mode de production Capitaliste. A l'intérieur de cette formation sociale traditionnelle tout conflit interne à une corporation est réglé par l'amine dans un premier temps, sinon par cheikh el Medina en un second temps. et Nous opposons à cela toute la législation et l'institutionnalisation européenne qui a accompagné cet apport économique, politique et social Colonial et qui s'est hâté pendant longtemps à cette société traditionnelle, ayant de devenir dominante. C'est là au fait la caractéristique essentielle des rapports qui lient deux formations sociales différentes ce sont des rapports de conflits et de résistance, ^{d'abord} de subordination ensuite et d'alliance enfin. etc.

de la production. Il devient ainsi un ouvrier virtuel, abandonne sa terre pour aller ~~chez~~ travailler dans les fermes coloniales. Et donc nous assistons au même phénomène social qui a touché l'industrie et l'artisanat dans le fait que toute cette masse de paysans pauvres ou de petits artisans ~~sont~~ démunis de leur moyens de production et obligés de les abandonner ~~sont~~ intégrés au mode de production capitaliste. C'est là encore une fois le phénomène de prolétarisation.

- Par ailleurs le Commerce aussi atteste de la même tendance. Les magasins de type européen et plus tard les grands magasins s'opposent aux boutiques du petit débiteur et aux magasins du Souk (place du marché). Le jeune débiteur amené par ses parents à Tunis pour apprendre le métier et devenir lui-même un patron plus tard. Pour lui, la boutique est le lieu de travail et d'habitation, quand à la nourriture il la partage avec son patron. Cet apprenti s'oppose à l'ouvrir de Monoprix qui est soumis à un règlement strict et un horaire et touche un salaire fixe.

*infir-
ment
petit!* une telle formation sociale différente va être un terrain de lutte des syndicats qui soutiennent défendables relations sociales et les lois sociales produites par le mode de production capitaliste contre cette entité sociale traditionnelle ou le « URF » rend bien de loi. Il convient de dire à ce niveau qu'il y a un monde que les syndicats complices et produits par les normes capitalistes ont espéré résoudre au maximum en luttant pour l'application des lois sociales à la botique traditionnelle (Horaire strict, salaire Convention collective...) Nous y renverrons plus tard.

L'administration elle aussi obéit au même clivage. Que d'articles de journaux de l'époque ^③ dénonçant l'organisation archaïque du travail dans l'administration, des tribunaux, de la justice, des caisses etc... Cette administration traditionnelle s'oppose à l'administration bureau cratique coloniale bien organisée où la division des tâches est bien établie, une administration institutionnalisée et régies par des lois obéissantes aux normes d'organisation capitaliste. Donc là aussi deux types de bureaucraties.

Il existe deux types de bureaucraties s'opposent mais différents par leurs manière d'organisation, leur nationalité et leur formation intellectuelle.

En un mot nous remarquons l'existence d'un monde de travail régi par des normes relevant d'un mode de production non capitaliste et d'une part et un monde où l'organisation de travail est régi selon les normes du mode de production de type capitaliste avec ses grosses, ses moyennes et ses petites entreprises. C'est ainsi que petit à petit placés devant les aléas de la production agricole, concurrencés par les produits manufacturés, le petit producteur, le Khammès, l'artisan ou le portefair incapable de continuer à résister à cette nouvelle organisation sociale imposée et encouragée par la colonisation, se brouillent attirés par un salaire théoriquement fixe et une carrière professionnelle.

en 1929 nous remarquons qu'une masse de travailleur originaires du Sud Tunisien qui jusque là sont restés hostiles au travail dans les mines y sont entrés. Venue à la suite d'un salaire fixe. Quelle était donc la composition sociale de la main-d'œuvre de l'époque ?

III La stratification sociale de la main-d'œuvre entre les deux guerres.

Nous remarquons au bas de l'échelle une classe de sous-prolétariat immense installé dans et autour des principales villes composée de chômeurs de la campagne, des petits paysans expropriés ou obligés à abandonner leurs terres (de par l'intégration de la campagne au mode de production capitaliste par les colons) qui ont exodes vers les villes à la recherche d'un salaire fixe. Cette masse de main-d'œuvre servira comme moyen de pression utilisé par les patrons contre les grèves revendicatives qui ont commencé à se développer avec une prise de conscience de la classe ouvrière.

Des régions comme le Djérid, Djéiba, Matmata en Tunisie forment une main-d'œuvre qui on retrouve à Tunis dans les ports comme dockers, dans les chemins de fer, les tramways, le Bourtîni et les fermes coloniales.

Une main-d'œuvre déracinée sans qualification pour qui le problème est davantage de survivre que de vivre. Sans qualification et nombreuse cette classe est en position d'inériorité dans un système socio-politique qui priviliege l'élément Européen. C'est alors tout le problème de la structure socio-professionnelle mis en relation avec l'origine nationale qui se pose. Cette structure est importante dans le mesure où elle explique toute l'évolution du mouvement syndical. Dans un pays où l'élément Tunisien représente l'énorme majorité, les Européens occupent 44% des postes dans le commerce et l'industrie.

L'ensemble des effectifs de la compagnie des chemins de fer illustre bien

Cette structuration, en 1923 on compte dans la C.F.T. 2 000 Tunisiens.

10,35 mon Français et 2 800 Français. Les salaires suivent la structure et aggravent l'inégalité, en effet les ouvriers Français touchent un salaire supérieur de 33% au salaire versé aux ouvriers Tunisiens.

Ainsi donc si nous voulons caractériser le prolétariat de l'époque nous dirions qu'il s'agit d'un prolétariat multinational où l'élément Français y occupe une place de choix au sommet, les Italiens représentent surtout l'élément techniquement formé et les Tunisiens y apparaissent comme une masse infériorisée par son manque de qualification, sa condition précaire étant aggravée par la concurrence des sans travail.
Cette position d'infériorité de l'ouvrier Tunisien peut apparaître comme privilégié pour d'autres. Le Tunisien se voit privilégié quand il songe aux chômeurs qui constituent son environnement ou aux siens demeurés dans la campagne mais d'un autre côté il est révolté par l'inégalité des conditions entre les Européens et lui. Ceci est capital dans l'explication de la non émergence de la conscience revendicative chez les Tunisiens qui à la fin des Italiens et surtout pendant la crise de 1930.

Si nous nous sommes beaucoup attardé à expliquer les rapports entre les différents modes de production existants et la stratification sociale de la main-d'œuvre c'est parce que ces éléments sont essentiels dans la compréhension de l'évolution du mouvement syndical tunisien entre les deux guerres sinon en général, dans la définition de sa nature en tant que mouvement social et la stratégie qu'il s'est tracé à travers son histoire, ses mots d'ordre et le caractère des luttes qu'il a menées surtout à une période où une conscience nationale a commencé à se développer au sein des masses populaires et en particulier au sein de la classe ouvrière Tunisienne.

Mais quels étaient tout d'abord les caractéristiques de la condition ouvrière et les problèmes auxquels elle s'affrontait?

IV) **la condition ouvrière entre les 2 guerres.**
Nous pouvons remarquer tout d'abord l'extrême précarité de la vie, et la fragilité dans le travail qui est dû essentiellement à toute cette masse de réserve de main-d'œuvre à laquelle peut venir le patron pour briser une grève ou opérer tout simplement une diminution du salaire pour augmenter ainsi son profit. Le dossier le + eurocentré et le + ancien doit solliciter du travail chaque jour, et il suffit qu'un simple chef soit de mauvaise humeur pour qu'il passe des jours sans travail. C'est ce qui ressort nettement à travers la presse de l'époque. ④

Alors que dans l'administration, il est facile de remarquer que la majorité écrasante du personnel est placé dans la Catégorie Temporaire et cette situation peut durer jusqu'à 15 ans et plus.

A cela nous pouvons ajouter l'absence de toute garantie de sécurité dans le travail, et l'ouvrier est ainsi menacé par les accidents à tout instant. Ceci est dû au fait que au faible niveau technologique des entreprises pendant cette période, aux faibles moyens dont dispose l'Inspection du travail, ou caractère dérisoire de la médecine du travail, mais surtout à l'absence de toute dépense patronale dans ce secteur, à la recherche d'un maximum de profit. De même que les coûts des travailleurs ne sont pas exposés de la même manière aux accidents nous remarquerons ici que plus on monte dans la hiérarchie plus on est relativement mieux protégé contre des accidents qui s'ils ne sont pas mortels produisent un taux d'incapacité important.

Ainsi nous résinmons cette condition ouvrière en disant qu'à cette insécurité double due à l'absence de toute loi garantissant les droits de l'ouvrier face au patron, et cette revocabilité qui menace l'ouvrier à tout moment s'ajoutent une diminution de salaire arbitraire, une prolongation de la journée de travail jusqu'à 12 heures par jour. et la seule défense contre cette insécurité et cet arbitraire qui est offerte à l'ouvrier réside dans le syndicat. Le syndicat qui s'est vu interdire ^{en} 1925 et qui ne sera reconnu qu'en 1932.

Une étude sur les taux d'accidents de travail selon la nationalité pour l'année 1929 nous donne les chiffres suivants. 2049 accidents ont touché des Français avec un taux de 11,03% contre 3879 accidents pour les Italiens soit 26,9% (268 accidents pour les autres étrangers soit 1,44%) et 12373 accidents pour les Tunisiens avec un taux de 66,63%. Ces chiffres sont assez éloquents pour nécessiter un commentaire mais nous nous limiterons à dire que ces accidents représentent la 1^{re} forme de violence qu'exerce le patron sur l'ouvrier. La 2^e forme de violence réside dans les rapports entre le pouvoir économique et politique et la classe ouvrière. En effet très rares sont les grèves qui n'ont pas été mises par une intervention violente de la police, accusant les grévistes de faire la politique. Ces grèves débouchent en général sur la mort d'un ou plusieurs ouvriers en grève. Ces interventions se justifient selon les autorités coloniales parce que jugeant ces grèves loin d'être syndicales, elles sont politiques. Nous y reviendrons.

Quand aux statuts professionnels, ils sont caractérisés par l'extrême diversité
ce qui encouragera les spéculations sur les salaires. Ici, à travail égal,
statuts inégaux et donc rétributions inégales. Un premier clivage se dégage
séparant les Européens des Indigènes. Et cette hiérarchie classique
- Français Italiens Indigènes - renvoie à la conception coloniale de
la gestion économique. Non seulement les postes de commande sont
réservés aux Européens mais à travail égal, le salaire ne l'est pas
quand il s'agit d'ouvrier européen ou Tunisien. Cette situation finit
par placer l'ouvrier Tunisien dans l'état d'un révolté en puissance.
Le syndicalisme Tunisien n'a pas manqué de souligner cette
"aberration" tandis que la C.G.T. la dénonçait sans en faire un problème.
Un deuxième clivage oppose les ouvriers titulaires à la masse de ceux
qui sont d'éternels temporaires. et alors que le miracle de la titularisation
se fait attendre. les réactions ouvrières diffèrent allant de la poussée
à l'indignation, à l'effort d'auto-organisation. En effet nous remarquons
que le problème de la titularisation a constitué le problème majeur
de la littérature syndicale pendant les années 30. Enfin nous pouvons
dire que dans le secteur capitaliste, les statuts professionnels obéissent
à des normes de discrimination nationale, et de là, l'un des champs
de luttes de syndicats serait la recherche d'homogénéisation de statuts.
Mais en parlant du Khammès, de l'artisan, du liseur de l'administration
des habous ou encore des portefaux, les syndicalistes appellent à une
capitalisation de la vie, sur laquelle ils projettent un idéal de justice
et non un appel à une transformation profonde des structures en place.
Leurs revendications étaient aussi un cri contre cette vie précaire et désarticulée.
- A côté de cette masse de déracinés, rejetés par la campagne et par la
ville, leur situation inquiétante, parce que non intégrés aux modes
de productivité existants. vivant au mode de vacuité et la
disponibilité et faisant des jours un temps d'attente sans limites
des Comités de chômage ont été créés pour eux pour tenter de les organiser
et de formuler leurs revendications qui n'ont jamais été satisfaites.
des manifestations très violentes éclatent alors pendant les moments
d'in. Pour ces gens, la recherche du travail est caractérisée par la
recherche du pain et se sont alors les actions de pillage des boutiques
qui se déclenchent entraînant des actes de répression.

- 10
- L'ouvrier agricole, menant un rythme de vie caractérisé par le travail. ^{il dirige} l'année selon les récoltes, les saisons, la nature des cultures, engage toute sa famille avec qui il est responsable de la production. Ce rythme est différent de celui de l'ouvrier du colon qui est intégré à un nouveau rythme de vie, à une division du travail où des motions comme le Contrôle du travail, la productivité apparaissent. Le salaire introduit de nouveau des repères pour l'ouvrier et engagés par conséquent de nouveaux rapports sociaux. Nous opposerons à lui cet appenti qui exécute des journées de travail allant de 10 à 12 heures entre coupées par des pauses notamment pour les prières. Dans cette boutique l'intensité du travail n'a pas toujours cet aspect oppressif et strict des entreprises traditionnelles. Les rapports entre patrons et apprentis sont détendus, et toute une vie sociale se trame derrière cette monotonie du travail, amortissant cette longueur de la journée, et cette modicité des revenus. C'est dans cette boutique, la ~~valence~~ remunération est secondaire par rapport à la valeur de l'apprentissage. Ainsi donc va se dégager à travers les rythmes de vie que mènent les différentes couches sociales le thème des huit heures de travail qui serait une constante de la lutte syndicale pendant la période considérée.
 - Tous ces problèmes auxquels s'affronte régulièrement l'ouvrier vont constituer la base des revendications et des aspirations de la classe ouvrière. Il sont aussi la traduction d'une stratégie syndicale où on trouve toutes les distorsions possibles entre une spontanéité et une conjoncture d'une part, et une ~~grise~~ globale et peut-être historique d'autre part. Ainsi les aspirations de tout ceux qui vivent à des degrés divers l'expérience ouvrière, doivent de soumettre aux exigences d'un discours autonome qui est le discours syndical. Mais nous devons dire tout de suite qu'il existe une distanciation entre les aspirations spontanées des ouvriers et leurs émergence dans le discours syndical qui ressort des articles de journaux de l'époque. C'est ainsi que nous sommes en mesure de nous demander si l'aspiration la plus importante des artisans des boutiques résidait dans les huit heures et les conventions collectives et que même les mouvements qui ont été observés ne ~~peuvent~~ relèvent pas davantage d'une prise de conscience plutôt qu'autre chose ?

II Les revendications syndicales et leurs fondements.

Toutes les revendications de la classe ouvrière peuvent être résumé dans le désir d'adaptation aux conditions économiques nouvelles. Le thème du coût de la vie est central et l'ouvrier réclame de pouvoir se procurer du travail, et sur cette revendication se greffent d'autres comme celle de l'augmentation des salaires, l'homogénéisation des traitements, la stabilisation des salaires et leurs relevement pour les catégories les moins favorisées. Une autre revendication est constante c'est celle du droit à la dignité. Les grèves d'accompagnent de licenciements qui touchent tout ceux qui dérangent l'autorité absolue du patron. Ainsi nous assistons donc de plus en plus au conflit entre deux formes de droit. Un droit pratique qui confère au patron un pouvoir quasi absolu sur l'organisation du travail et un droit naissant qui se réclame d'une idéologie qui confère à l'ouvrier une dignité et au syndicalisme existente légale et respectée. Quel était donc la stratégie de ce mouvement syndical et ses caractéristiques?

III Le développement du mouvement syndical et la reconnaissance de la CGTT

Il apparaît donc clairement à travers l'analyse des conditions d'existence de la classe ouvrière, de sa formation socio-économique que les raisons objectives pour un nouvel élan du mouvement syndical Tunisien ^{estudiant} après l'interdiction de la C.G.T.T. en 1925 par les autorités coloniales. Est une conséquence directe de cette condition de vie précaire, de discrimination nationale et d'injustices sociales. Qu'en est-il dans les faits? Il semble certain que le mouvement syndical Tunisien n'a cessé de s'étendre pendant cette période d'interdiction de syndicats en particulier. Ceci a amené les autorités de l'époque à juger le fait de légaliser les syndicats comme un moyen pour de calmer tous ces ~~communautés~~ et apparaître ^{comme} un moyen pour de calmer tous ces mouvements et surtout de les détourner de toute cette direction politique. Le rapport de l'un ~~général~~ le représentant départemental de la section de la C.G.T. de Tunis, fait état de cette évolution. Il écrivait: « En Tunisie, le fait syndical n'a pas attendu pour se manifester l'autorisation légale. Nous insistons au ce fait que l'existence ou la non-existence d'un mouvement syndical en Tunisie ne dépend pas de la loi. Il se développerait encore même si on persistait à ne pas lui accorder la reconnaissance. Mais ce refus aurait des conséquences graves parce qu'il

12

parce qu'il faisait obstacle à l'intégration des organisations professionnelles dans l'activité collective parce qu'il créait un état d'hostilité pouvant être gravement exploité contre les autorités françaises. On remarquera tout d'abord qu'on s'achemine vers la recommission du fait accompli. En novembre 1939, un décret beylical recommandait la liberté syndicale, après une interdiction de 13 ans. Et cette deuxième expérience de la C.G.TT était liée à la période de l'avènement du Front populaire en France en 1936. Cet événement a suscité beaucoup d'espoirs, et on remarque la naissance du Néo-destour pendant la même période (le 2 Mars 1934). Et contrairement à l'inaptitude d'organiser la classe ouvrière pendant les années 20, la nouvelle C.G.T a ouvert ses portes aux travailleurs autochtones d'ailleurs elle s'est devenue l'organisation la plus représentative de la classe ouvrière tunisienne et s'est établie sans de s'adapter aux réalités spécifiques du pays. Elle semble même pouvoir mettre sur pied un premier plan de luttes appliquant à l'égalité des salaires entre tous les travailleurs sans discrimination nationale et on peut imaginer combien était mobilisé ce mot d'ordre très cher à la classe ouvrière tunisienne.

Cependant cette reconversion de la C.G.T. reste relative puisque la nouvelle législation de travail qu'elle a défendue ne touche que les ouvriers français, et ainsi que le syndicat de l'Arsenal de Ferryville ne peut traiter avec le département de la marine que des revendications intéressant les ouvriers français. Cet incident important va amener le syndicaliste tunisien Belgacem Ameurri ainsi que Ahmed EL Kenoui, à entreprendre la constitution d'une nouvelle C.G.TT. en 1936. Et la base sociale de ce syndicat va être recherchée dans le milieu des dockers. Ils comptaient à cette époque 550 adhérents et leurs revendications portaient autour des assurances sociales. Le 2^e syndicat créé était celui des fabricants de la chéchia dont les revendications étaient la suppression du Conseil des disc de la Corporation et la création d'un Conseil de prud'hommes. Quand au syndicat de arabateis il demandait le monopole de transports de grains entre le port et la gare. d'autres syndicats ensuite ont vu le jour ils sont au nombre de 30.

Cependant entre ces deux syndicats existait une représentation des dockers, et regroupait respectivement des algériens dans la première (C.G.T) et des tunisiens surtout dans la 2^e (C.G.TT) nous allons assister à des conflits sévère qui vont éclater entre eux.

Un exemple rapporté par Hermassi illustre bien cette situation.

- « En 1937, un conflit érupt entre les dockers souffis d'origine algérienne et les dockers Hammis d'origine Tunisienne, et une rivalité syndicale oppose bientôt C.G.T et C.G.TT. lorsque ces travailleurs sont respectivement leurs affiliés. Les Hammis déclament d'abord la paix d'embauche, puis le monopole pur et simple du travail, à l'exclusion des dockers affiliés à la C.G.T. Une violente bagarre éclate le 18 juin entre les dockers tunisiens qui occupent le port et le service d'ordre, les agents ouvrent le feu, et 6 manifestants sont blessés » cet incident a suscité plusieurs réactions. Pour Bouzanguet gtre G.L de la C.G.T en Tunisie « le mouvement des manifestants ne tendait pas à défendre leur pain mais à servir de dessous politique » et c'est là une « dénatation politique » dont parlait Juhau et qu'il voulait empêcher en appelant à accorder la liberté syndicale. et il se ressent aussi de cet incident que la C.G.T a contribué à combattre cet aspect politique de la lutte syndicale de la C.G.TT.

La position du Néo-destour par rapport à cet incident:

Bouguiba déclarait en l'occurrence et répondant à Bouzanguet : « Pour déclencher son attaque, il a choisi le moment où les débardeurs tunisiens, acculés au chômage et à la faim par la concurrence d'une main-d'œuvre étrangère à bon marché manifestait au port pour demander du travail. le moment où ces ouvriers battaient pour leurs ^{peuples} pains, tombaient sous les balles d'un service d'ordre qui avait son sang froid » et il ajoute plus loin.

« Eh bien non le parti destourien ne laissera pas rééditer le coup qui en février 1925 conta la vie à la première C.G.TT. et la liberté à son fondateur : M'Hammed Ali ».

et il est clair que cette guerre déclenchée contre les manifestants du port ~~est~~ par Bouzanguet, n'était ~~pas~~ seulement pour défendre le pain des 60 "souffis" algériens mais pour "couler" un syndicat affilié à une C.G.T tunisien.

Mais ce Néo-destour fera tout plus tard pour réfuter le syndicat au parti. Qu'en était-il dans les faits.

Le Néo-destour et la C.G.TT.

Cette nouvelle classe petite bourgeoisie qui était à la tête du Néo-destour, et qui était forgé par une éducation européenne et une ~~française~~ expérience syndicale française. Ne va pas tarder à faire de la Défense des travailleurs une pression sur le mouvement ouvrier tunisien, et au congrès extraordinaire de la C.G.TT l'hégémonie du parti politique sur le syndicat sera manifeste. En effet le Néo-destour a essayé par un coup de force de prendre

la direction de la C.G.T.T.

Dans une lettre adressée au Résident Général, Ben Aoun se plaint de « l'entrée de trente personnes appartenant à la jeunesse destoumienne de la ville de Sfax, ayant à leurs têtes les mommes Hedi Nouira, Salah Ben Youssef et Mongi Slim. Ils ont assiégié le local de la C.G.T.T. sous prétexte d'être délégués des syndicats et nous ont obligés à quitter la salle ». La lettre qualifie l'événement comme une « intrusion » inspirée par le parti politique contre les représentants des travailleurs qui n'ont pourtant aucun compte à rendre et ne doivent en aucune façon être sous le contrôle d'un parti politique.

Il est important de noter la conception de Ben Aoun du mouvement syndical qui doit être loin de toute inspiration politique et qui devait se rapprocher de l'objectif des autres français et des souhaits de juhaux. D'autre part, la position du Néo-destoum qui cherchait à établir son hégémonie sur le syndicat de peur que la lutte syndicale représente un danger sérieux pour lui, et d'utiliser de cette masse ouvrière encore moins organisée et dépourvue de leaders ~~que~~ internationalistes tel que M'hamed Ali, et qui étaient incapable de se tracer une stratégie syndicale et politique claire et de là elle n'avait qu'un seul choix c'est celui d'être un partenaire mineur impliqué dans le mouvement national et incapable de déclarer son autonomie pendant toute une période historique. Cette orientation qui a pris le mouvement syndical va se renforcer et s'élargir avec le leader syndicaliste Farhat Hached. Depuis lors nous assistons à une fusion entre le mouvement syndical et le mouvement national qui sera la caractéristique essentielle de ce mouvement ~~pendant~~ jusqu'à l'indépendance. et en 1956, on assistera à un nouveau coup de force contre l'U.G.T.T. pour l'inféoder au parti destoumien et définitivement jusqu'à présent.

Ainsi cet aspect absolu du nationalisme totalitaire qui a su soumettre et subordonner tous les groupes sociaux et où les revendications tel que l'amélioration de la condition ouvrière ne peuvent plus être qu'une revendication secondaire et nulle.

Mais une question s'impose: Est-ce que le mouvement national résiste mais malheureusement avec le Néo-destoum, tel que plusieurs écrivains le prétendent? Il est de notre devoir de dénoncer cette contre vérité historique qui est facile à déterminer ~~parce que certains auteurs~~ en rappelant simplement, l'œuvre des hommes comme Haddad, ou M'hamed Ali, ou encore comme Daïi, Boulli Nayel, Cherif Nafti

il faut unanimer

qui depuis 1924 avaient pris leurs distances à l'égard du Destour en dénonçant son programme réformiste, ses méthodes archaïques et sa Compromission. Ces hommes qui étaient engagés le plus dans la lutte ouvrière portaient en eux les germes d'un nationalisme révolutionnaire et radical. et ils avaient tout mis en oeuvre pour dépasser cette « action parlementaire » du parti, soit par une pratique quotidienne pour par leurs écrits. Leurs positions sur les questions les plus brûlantes de leur époque étaient bien eloquentes à cet égard.

Appelons simplement l'expérience syndicale de M'hamed Ali qui refusait tout compromis, elle était imprégnée profondément par ce sentiment nationaliste conséquent. Appelons aussi les positions très libératrices de Tahar El Haddad sur la condition de la femme Tunisienne qui a suscité toute une campagne de dénonciation menée et orchestrée par les milieux les plus conservateurs Tunisiens.

Haddad disait par rapport à la question nationale et le Destour : que « les empires s'écrasent et que les peuples meurent quand ils ne voient plus le sens de l'histoire », et ajoutant « Le Destour a constitué la première étape du réveil populaire, mais depuis, le peuple commence à s'apercevoir qu'à elle seule, l'action politique est incapable de faire comprendre à l'état ce qu'en attend le peuple et qu'il est nécessaire de s'orienter vers des réalisations économiques et techniques » et plus loin dans une note il ajoute :

« Nous avons besoin d'hommes qui se chargent de préparer le bouleversement général, tel que c'est le problème aujourd'hui en Tunisie ». Toutes ces citations, portent en elles clairement, une charge révolutionnaire et un sentiment nationaliste radical et conséquent et reflétait objectivement les aspirations les plus profondes des masses populaires à cette époque.

Nous dirions enfin qu'une nouvelle lecture du mouvement syndical tunisien est à faire et un bilan des mouvements national reste à faire pour expliquer la situation socio-économique actuelle de l'époque et analyser les raisons objectives qui ont empêché le mouvement syndical tunisien de se radicaliser à une époque qui était ^{Chine} comme tant belle des révolutions socialistes. Après la révolution d'octobre 1917 en Russie, et l'avènement du front populaire en 1936. autrement dit un syndicalisme prolétarien teinté de populisme a-t-il cédé la place à un mouvement petit bourgeois ?

PLAN DE L'EXPOSÉ.

Introduction:

I La crise économique mondiale et ses répercussions sur l'économie Tunisienne:

- baisse des prix - abandon de la terre en masse. - exode rural vers les villes - Conséquences structurelles sur la Tunisie
- intégration des paysans prolétarialisés dans le mode de production capitaliste.
- les rapports de productions existants et les rapports eux.
- existence de modes de productions capitalistes et de modes de production non capitaliste.

II Les rapports de productions existants:

- intégration^{classe} de la bourgeoisie perspective au mode de production capitaliste et la capitalisation des rapports sociaux.
la constitution d'un prolétariat
- la constitution d'un secteur agricole
- le maintien d'une classe d'artisai et de travailleur agricole
- la stratification sociale dans la campagne: du propriétaire au Khammès.
- l'existence de petits métiers tel que: les colporteurs, les arabatiers, les marchands de quatre saisons....
- La législation traditionnelle et la nouvelle législation européenne.
- Les rapports entre ≠ formations sociales existantes.
- La concurrence commerciale entre la marchandise traditionnelle et artisanale et la marchandise manufacturée
- les effets du capitalisme sur le secteur agricole:
- la constitution d'une main-d'œuvre agricole autochtone
- opposition entre l'ouvrier salarié de la ferme coloniale et le petit paysan → la prolétarisation.
- opposition entre un commerce moderne européen et le petit commerce du quartier
- La structure sociale et les rapports sociaux dans l'artisanat du maître au qalfa, à l'apprenti.
- Les luttes syndicales et la défense des rapports de production capitaliste.

- L'administration traditionnelle et son opposition à l'administration bureaucratique européenne, coloniale.
- opposition entre deux mondes de travail.

III La stratification sociale de la main-d'œuvre Tunisienne entre les deux guerres.

- Le sous prolétariat et sa Constitution en masse de réserve de main-d'œuvre. - Sa prise de conscience de sa condition
- sa position d'inégalité. - la structure socio-professionnelle du travail. - le prolétariat multinational.

IV La Condition ouvrière entre les deux guerres; la pénitance de la vie

- l'insécurité de l'emploi, la diversité des statuts
- Les accidents de travail. - Le syndicat est la seule ~~arme~~ arme de lutte. Contre ces conditions de travail → la répression policière.
- des grèves. - opposition d'ouvriers titulaires ou non.
- La discrimination nationale dans les statuts.
- la situation des chômeurs et ses conséquences
- le rythme de vie de l'ouvrier agricole, - celui de l'apprenti.
- le thème de 8 heures dans la lutte syndicale.

V Les revendications syndicales et leurs fondements.

- le thème de la chereté du coût de la vie
- l'augmentation des salaires.
- l'homogénéisation des traitements
- le droit à la dignité
- l'opposition entre deux droits : celui des patrons à celui des ouvriers.

VI La stratégie syndicale et la reconnaissance de la C.G.T.T.

- développement du mouvement syndical.
- la reconnaissance de la liberté syndicale et ses contenus sociaux selon Guha.
- La représentativité de la C.G.T. dans sa 2^e expérience
- La constitution de la C.G.T.T. en 1936.
- L'incident de la grève des dockers.

VII La position du Néo-destour par rapport à cet incident.

- l'inféodation du syndicat au Néo-destour et la fusion entre le mouvement national et le mouvement syndical.
- Les caractéristiques du mouvement syndical animé par ^{l'ou} Cnac.
- les limites de ce mouvement.

- la position des éléments nationalistes conséquentes par le parti politique du Néo-Destour, et la naissance d'un sentiment nationaliste parmi les masses.

Conclusions

Notes.

- ① A. Norgchi La crise de 1930 en Tunisie et l'abstention du Néo-Destour
- ② L'avenir social 1934 (thèse Hermann)
- ③ L'avenir social, la Tunisie socialiste des années 30.
- ④ idem.

Bibliographie.

Les mêmes références

Un exposé bien structuré et plein de détails importants.
Une des conclusions me semble un peu hasardée : le nationalisme n'est pas nécessairement une attitude naturelle pour un ouvrier. C'est en jouant la carte du nationalisme, et par des revendications ouvrières, que le Néo-Destour a réussi à infiltrer la CGTT. Mais au fond, c'est le problème du travail qui touche l'intérêt de l'ouvrier. Merci pour un exposé très solide.